

Gouvernement du Québec

Décret 274-2007, 28 mars 2007

CONCERNANT une autorisation à la Ville de Québec de conclure une entente avec le gouvernement du Canada relativement au versement d'une aide financière dans le cadre du Programme Initiatives régionales stratégiques

ATTENDU QUE la Ville de Québec a l'intention de conclure une entente avec le gouvernement du Canada relativement au versement d'une aide financière maximale de 1 063 000 \$, dans le cadre du Programme Initiatives régionales stratégiques, afin de couvrir une partie des coûts reliés aux campagnes publicitaires visant la commercialisation en Amérique du Nord et en Europe de la région touristique de Québec;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 3.11 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., c. M-30), sauf dans la mesure expressément prévue par la loi, un organisme municipal ne peut, sans l'autorisation préalable du gouvernement, conclure une entente avec un autre gouvernement au Canada, l'un de ses ministères ou organismes gouvernementaux, ou avec un organisme public fédéral;

ATTENDU QUE la Ville de Québec est un organisme municipal au sens de l'article 3.6.2 de cette loi;

ATTENDU QU'il y a lieu de permettre à la Ville de Québec de conclure cette entente avec le gouvernement du Canada;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Affaires municipales et des Régions et du ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, de la Francophonie canadienne, de l'Accord sur le commerce intérieur, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information :

QUE la Ville de Québec soit autorisée à conclure une entente avec le gouvernement du Canada relativement au versement d'une aide financière maximale de 1 063 000 \$, dans le cadre du Programme Initiatives régionales stratégiques, afin de couvrir une partie des coûts reliés aux campagnes publicitaires visant la commercialisation en Amérique du Nord et en Europe de la région touristique de Québec, laquelle sera substantiellement conforme au texte du projet d'entente joint à la recommandation ministérielle.

Le greffier du Conseil exécutif,
GÉRARD BIBEAU

47883

Gouvernement du Québec

Décret 275-2007, 28 mars 2007

CONCERNANT une autorisation à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal, Pointe-à-Callière, de conclure une entente avec le gouvernement du Canada relativement au versement d'une aide financière dans le cadre du Programme de consolidation des arts et du patrimoine canadiens

ATTENDU QUE la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal, Pointe-à-Callière, a l'intention de conclure avec le gouvernement du Canada une entente prévoyant le versement d'une aide financière maximale de 17 805 \$ pour la réalisation d'un plan de mesures d'urgence, dans le cadre du Programme de consolidation des arts et du patrimoine canadiens;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 3.11 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., c. M-30), sauf dans la mesure expressément prévue par la loi, un organisme municipal ou un organisme scolaire ne peut, sans l'autorisation préalable du gouvernement, conclure une entente avec un autre gouvernement au Canada, l'un de ses ministères ou organismes gouvernementaux, ou avec un organisme public fédéral;

ATTENDU QUE la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal, Pointe-à-Callière, est un organisme municipal au sens de l'article 3.6.2 de cette loi;

ATTENDU QU'il y a lieu de permettre à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal, Pointe-à-Callière, de conclure cette entente avec le gouvernement du Canada;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Affaires municipales et des Régions et du ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, de la Francophonie canadienne, de l'Accord sur le commerce intérieur, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information :

QUE la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal, Pointe-à-Callière, soit autorisée à conclure avec le gouvernement du Canada une entente prévoyant le versement d'une aide financière maximale de 17 805 \$ pour la réalisation d'un plan de mesures d'urgence, dans le cadre du Programme de consolidation des arts et du

patrimoine canadiens, laquelle sera substantiellement conforme au texte du projet d'entente joint à la recommandation ministérielle.

Le greffier du Conseil exécutif,
GÉRARD BIBEAU

47884

Gouvernement du Québec

Décret 276-2007, 28 mars 2007

CONCERNANT une autorisation à la Ville de Murdochville de conclure une entente avec le gouvernement du Canada relativement au versement d'une aide financière dans le cadre du Programme Initiatives régionales stratégiques

ATTENDU QUE la Ville de Murdochville a l'intention de conclure une entente avec le gouvernement du Canada relativement au versement d'une aide financière maximale de 871 200 \$, dans le cadre du Programme Initiatives régionales stratégiques, afin de financer des activités du comité de reconversion économique de la Ville de Murdochville;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 3.11 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., c. M-30), sauf dans la mesure expressément prévue par la loi, un organisme municipal ne peut, sans l'autorisation préalable du gouvernement, conclure une entente avec un autre gouvernement au Canada, l'un de ses ministères ou organismes gouvernementaux, ou avec un organisme public fédéral;

ATTENDU QUE la Ville de Murdochville est un organisme municipal au sens de l'article 3.6.2 de cette loi;

ATTENDU QU'il y a lieu de permettre à la Ville de Murdochville de conclure cette entente avec le gouvernement du Canada;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Affaires municipales et des Régions et du ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, de la Francophonie canadienne, de l'Accord sur le commerce intérieur, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information:

QUE la Ville de Murdochville soit autorisée à conclure une entente avec le gouvernement du Canada relativement au versement d'une aide financière maximale de

871 200 \$, dans le cadre du Programme Initiatives régionales stratégiques, afin de financer des activités du comité de reconversion économique de la Ville de Murdochville, laquelle sera substantiellement conforme au texte du projet d'entente joint à la recommandation ministérielle.

Le greffier du Conseil exécutif,
GÉRARD BIBEAU

47885

Gouvernement du Québec

Décret 277-2007, 28 mars 2007

CONCERNANT une autorisation à la Corporation de développement économique de la région de Port-Cartier de conclure une entente avec le gouvernement du Canada relativement au versement d'une aide financière en vertu de l'Initiative de diversification économique des collectivités – Rapport Coulombe

ATTENDU QUE la Corporation de développement économique de la région de Port-Cartier a l'intention de conclure une entente avec le gouvernement du Canada relativement au versement d'une aide financière maximale de 66 291 \$ en vertu de l'Initiative de diversification économique des collectivités – Rapport Coulombe pour la réalisation d'une étude technico-économique sur l'implantation d'une pisciculture s'alimentant avec les rejets thermiques de l'usine de pâte et papier Khatadin à Port-Cartier;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 3.11 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., c. M-30), sauf dans la mesure expressément prévue par la loi, un organisme municipal ou un organisme scolaire ne peut, sans l'autorisation préalable du gouvernement, conclure une entente avec un autre gouvernement au Canada, l'un de ses ministères ou organismes gouvernementaux, ou avec un organisme public fédéral;

ATTENDU QUE la Corporation de développement économique de la région de Port-Cartier est un organisme municipal au sens de l'article 3.6.2 de cette loi;

ATTENDU QU'il y a lieu de permettre à la Corporation de développement économique de la région de Port-Cartier de conclure cette entente avec le gouvernement du Canada;